

**Assemblée générale**

Distr. générale  
10 novembre 2000  
Français  
Original: espagnol

---

**Cinquante-cinquième session****Demande d'inscription d'une question supplémentaire  
à l'ordre du jour de la cinquante-cinquième session****Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée  
générale à la Communauté économique  
des États de l'Afrique centrale****Lettre datée du 9 novembre 2000, adressée au Secrétaire général  
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente  
de la Guinée équatoriale auprès de l'Organisation  
des Nations Unies**

Conformément à l'article 15 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale et d'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la lettre et le mémoire explicatif qu'en sa qualité de Président en exercice du Conseil des ministres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et au nom des États membres de celle-ci, S. E. M. Santiago Nsobeya Efuman, Ministre des affaires extérieures, de la coopération internationale et de la francophonie de la République de Guinée équatoriale, vous a adressés pour demander l'inscription à l'ordre du jour de la cinquante-cinquième session de l'Assemblée générale d'une question supplémentaire intitulée « Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à la Communauté économique des États d'Afrique centrale ».

Le Chargé d'affaires par intérim  
(Signé) Jose Luis **Esono Nsue Nchama**

**Annexe à la lettre datée du 9 novembre 2000,  
adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires  
par intérim de la Mission permanente de la Guinée équatoriale  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : français]

Conformément aux conclusions du Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté économique des États d'Afrique centrale réuni en session extraordinaire le 23 juin 2000 à Libreville, j'ai l'honneur de vous informer qu'en ma qualité de Président en exercice du Conseil des ministres de la Communauté, j'ai demandé l'inscription d'un point supplémentaire à l'ordre du jour de la cinquante-cinquième session ordinaire de l'Assemblée générale intitulé « Octroi à la Communauté économique des États d'Afrique centrale du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale », en application de l'article 14 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale.

Dans ce contexte, veuillez trouver ci-joint un mémorandum explicatif élaboré conformément à l'article 20 du Règlement intérieur.

(Signé) Santiago Nsobeya Efuman Nchama

## Appendice

### Mémorandum explicatif de la Communauté économique des États d'Afrique centrale

#### Introduction

Les chefs d'État et de gouvernement des pays de la sous-région d'Afrique centrale suivants : Angola, Burundi, Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Tchad, ont décidé en 1983 de créer la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC).

Ils marquaient ainsi leur ferme volonté de réaliser ensemble l'intégration sous-régionale, de manière à mieux assurer le bien-être de leurs populations respectives.

Le Traité instituant la CEEAC entre en vigueur en 1984, et le secrétariat a été mis en place en 1985.

Mais force est de reconnaître que les nombreux conflits qui ont affecté la plupart des États de l'Afrique centrale n'ont pas permis de réaliser l'ambition nourrie de faire de notre sous-région un pôle de paix, de coopération et de développement.

#### I. Restauration d'un contexte favorable à l'intégration régionale en Afrique centrale

Les chefs d'État et de gouvernement des États de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale ont identifié le manque de confiance procédant des tensions et conflits comme principale cause de l'enlèvement et de la paralysie de la Communauté.

Pour faire face à cette situation, ces États se sont tournés vers les Nations Unies dont ils ont sollicité l'appui. C'est ainsi qu'à leur initiative une résolution (46/37 B) est adoptée le 6 décembre 1991, en application de laquelle le Secrétaire général des Nations Unies a établi, le 28 mai 1992, le Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale.

Le Comité a servi de forum privilégié de concertation politique des représentants gouvernementaux des États de la sous-région. Ses travaux ont permis des consultations permanentes de haut niveau, et favorisé

l'élaboration et l'adoption d'importantes mesures de confiance, renforcées par ailleurs par le rapport du Secrétaire général sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique.

C'est dans ce contexte que les chefs d'État et de gouvernement des pays membres de la CEEAC ont, à l'issue de la neuvième session ordinaire de la Communauté, tenue le 24 juin 1999 à Malabo, décidé de relancer les activités de la Communauté, notamment en la dotant de ressources financières et humaines adéquates. Ainsi, la CEEAC peut enfin devenir un réel instrument de l'intégration des économies de ses États membres, et favoriser le développement et la coopération entre leurs peuples dans l'objectif ultime d'en faire l'un des cinq piliers de la Communauté économique africaine, et aider l'Afrique centrale à mieux affronter les défis de la mondialisation.

#### II. Les axes de la relance

1. Le renforcement institutionnel est marqué par la création du poste de Secrétaire général adjoint chargé de l'intégration humaine, de la paix et de la stabilité. L'Afrique centrale prend ainsi la mesure de l'importance de la paix et de la sécurité entre les États et à l'intérieur de ceux-ci comme facteur de développement.

C'est ainsi que le Traité initial est complété par de nouveaux instruments juridiques portant création respectivement du Conseil de paix et de sécurité de l'Afrique centrale, chargé de la prévention et de la gestion des conflits, d'une force multinationale d'Afrique centrale, d'un mécanisme d'alerte rapide de l'Afrique centrale, et d'une commission de défense et de sécurité.

Enfin, l'on relève la création d'un centre sous-régional pour les droits de l'homme et la démocratie, mais surtout la mise en place d'un réseau des parlementaires d'Afrique centrale, prélude à la création d'un parlement de la Communauté.

2. La réhabilitation de domaines classiques de l'intégration est ventilée en deux volets.

Sur le premier volet, les mesures suivantes ont été arrêtées :

- L'instauration d'un mécanisme autonome de financement de la CEEAC et des activités de l'intégration;
- La mise en place du Fonds de développement et de solidarité sous-régionale;
- La promotion des projets d'infrastructure communautaires dans les domaines suivants : transports routier, maritime et aérien, télécommunications et énergie.

Sur le second volet, la mise en place d'un schéma de libéralisation des échanges intracommunautaires et de la libre circulation des personnes et des biens devait être lancée par la réactivation, à titre probatoire, de la décision No 03/CCEG/VI/90 relative à la libre circulation de certaines catégories de ressortissants des États membres à l'intérieur de la CEEAC.

3. La mise en évidence de nouveaux enjeux du projet communautaire de l'Afrique centrale a consisté, d'une part, à explorer de nouveaux domaines de coopération, comme la lutte contre la pauvreté, et la lutte antidrogue, et, d'autre part, à initier une nouvelle approche impliquant le secteur privé et les organisations non gouvernementales dans la vie de la Communauté.

### **III. La Communauté économique des États d'Afrique centrale mérite d'être admise à l'ONU en qualité d'observateur**

L'Organisation des Nations Unies a déjà accordé le statut d'observateur à d'autres communautés économiques régionales africaines. Ainsi en est-il de la Communauté de développement de l'Afrique australe et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. Il s'agit donc d'équilibrer les relations de coopération entre l'organisation mondiale et les régions du globe.

Il s'agira ensuite de formaliser une coopération ancienne qui a enregistré des résultats encourageants dans le cadre des travaux du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale. C'est en effet dans ce cadre que la confiance a été réhabilitée dans le rapport entre les

États, ce qui a autorisé une relance effective de la Communauté.

Enfin, il s'agira d'une mesure de forte portée politique et diplomatique en ce sens que c'est la communauté des nations qui apporterait son soutien aux efforts d'intégration économique entrepris par les États de la sous-région dans la perspective de l'intégration économique africaine.